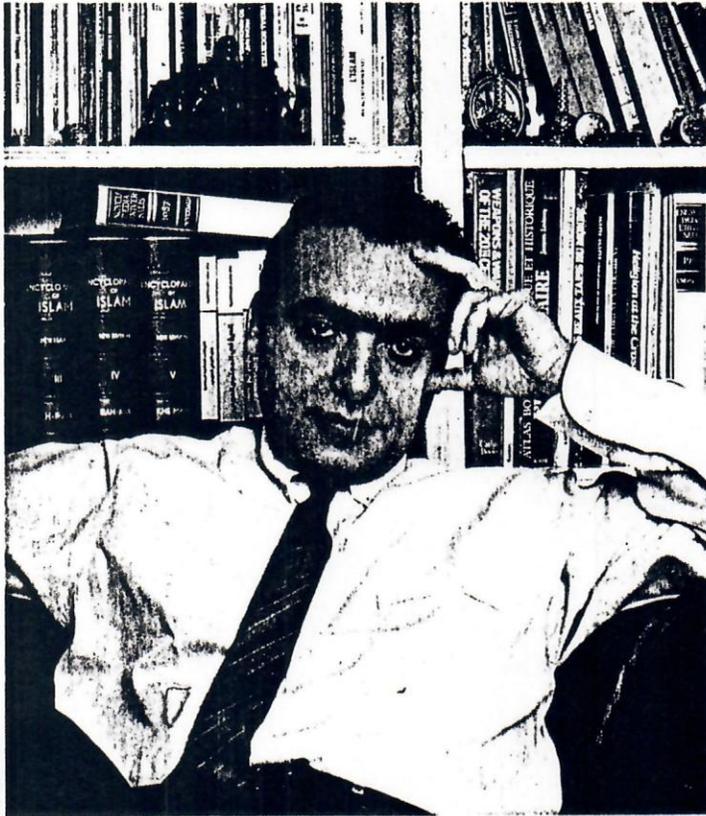


GHASSAN SALAMÉ: «Le Moyen-Orient manque d'un marché commun»

Ghassan Salamé, 40 ans, est directeur de recherche au CNRS. Spécialiste du monde arabe, il est professeur à l'Institut d'études politiques. Il a publié plusieurs ouvrages en langue arabe, et en prépare un, à paraître en France, sur les enseignements de la crise du Golfe.



M. DELLUC

L'EXPANSION. Les pays du Golfe et la Libye ont encaissé 1 500 milliards de dollars depuis le premier choc pétrolier. A voir leur utilisation, votez-vous le *quitus moral*?

GHASSAN SALAMÉ. Ils méritent les circonstances atténuantes. Le premier choc pétrolier a surpris ces pays alors qu'ils ne disposaient ni des institutions politiques ni des connaissances économiques et financières nécessaires pour en tirer le profit optimal. Leur bonne volonté indéniable a été desservie par une ignorance dont ont profité toute une kyrielle de charlatans du développement et de sociétés étrangères qui les ont convaincus de lancer des projets dispendieux et non rentables.

■ *Alors, vous donnez le quitus moral?*

Non, pour trois raisons.

□ Leur enrichissement outrageux. Les princes ont appliqué le système défini au

xix^e siècle par l'historien Ibn Khaldun: «Le pouvoir est la source de la richesse, et non l'inverse.» Exemple typique, celui de Dubaï, où les recettes pétrolières tombent directement dans la poche de la famille royale, laquelle, selon son bon vouloir, en reverse une partie à l'Etat.

□ Des dépenses militaires excessives. A quoi a servi l'armement accumulé par le Koweït, la Libye, l'Arabie Saoudite? A rien. Le suréquipement militaire était moins dicté par les besoins de la défense que par l'attrait de plantureuses commissions, la nécessité d'éblouir les populations locales et, enfin, la nécessité de donner des gages d'amitié aux pays fournisseurs.

□ Leur isolationnisme. Dans les meilleures années, les aides aux pays plus démunis n'ont jamais dépassé 5 à 6% des recettes pétrolières, avant de tomber à des niveaux voisins de zéro ces derniers temps. C'était de toute façon dérisoire quand on songe

aux besoins de pays comme l'Egypte, le Yémen, la Tunisie, la Jordanie, le Soudan. Les investissements sur place ont été négligeables. Plus grave, l'aide a surtout profité à des projets militaires, quand elle ne servait pas à maintenir des régimes répressifs.

■ *Quelle aurait été la bonne stratégie de développement?*

Il fallait, dès le départ, l'intégrer dans un contexte régional. C'est la voie vers laquelle on semblait se diriger en novembre 1980. A cette époque s'est tenu à Amman, en Jordanie, un sommet arabe préparé par des experts après deux années de réunions. Une charte du développement arabe commun y a été adoptée en grande pompe. Elle prévoyait de libéraliser les mouvements de capitaux, ceux des personnes, de multiplier les sociétés et les projets communs dans différents secteurs. Malheureusement, la guerre Iran-Irak et la chute des prix du pétrole ont tout fait capoter.

■ *Quelles vont être les relations entre les pays du Golfe et le reste du monde arabe une fois la crise terminée?*

C'est la question cruciale des prochaines années. Je vois trois possibilités.

□ Le scénario du mur: les pays du Golfe choisissent de s'isoler de leurs voisins peuplés, misérables et hostiles, à l'abri d'un mur qui serait une protection américaine massive.

□ Le scénario de l'axe: on combat les forces hostiles en finançant les forces amies. Les pays de la péninsule Arabique récompensent l'Egypte et la Syrie pour leur attitude actuelle, dans le même temps qu'ils punissent la Jordanie, le Yémen et la Tunisie, jugés trop proches de l'Irak.

□ Enfin, dernier scénario: le retour à l'esprit de la charte d'Amman. Les pays du Golfe comprennent qu'il est vain de courir après un splendide isolement. Fin de la guerre Iran-Irak et remontée des prix du brut aidant, ils choisissent de faire de la décennie 90 celle du développement régional intégré.

Il est clair qu'actuellement les pays du Golfe hésitent entre les deux premiers. Ils ne veulent pas entendre parler du dernier

le seul capable, à mon avis, d'assurer la stabilité de ces Etats.